

Communauté de Communes

Liffré-Cormier Communauté

---

REGLEMENT INTERIEUR

## CHAPITRE I : REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### **Article 1 : Périodicité des séances**

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre conformément aux dispositions de l'article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales.

Le Président peut réunir le conseil communautaire chaque fois qu'il le juge utile et que les affaires l'exigent.

Il est tenu de convoquer le conseil dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut en abrégé le délai.

### **Article 2 : Convocations**

Toute convocation est faite par le Président.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient sur une commune du territoire intercommunal. Le lieu de la réunion permet de respecter un principe de neutralité, offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et assure la publicité des séances.

Elle est adressée, par écrit, sous quelque forme que ce soit, cinq jours francs au moins avant la tenue de la réunion, au domicile des conseillers communautaires, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi peut également être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique choisie par les conseillers communautaires.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être abrégé par le président, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le président en rend compte dès l'ouverture du conseil communautaire, lequel se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider de renvoyer en tout ou partie l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires est également communiquée, avant chaque réunion de l'organe délibérant, aux conseillers municipaux des communes membres.

### **Article 3 : Ordre du jour**

Le Président fixe l'ordre du jour suivant les affaires en cours préalablement étudiées et examinées par les commissions thématiques et/ou le bureau communautaire.

L'ordre du jour est adressé avec la convocation et la note de synthèse sur les affaires soumises à délibérations et est porté à la connaissance du public par voie d'affichage auprès du siège administratif de la communauté de communes.

### **Article 4 : Accès aux dossiers**

Tout conseiller communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté de communes qui font l'objet d'une délibération.

Durant les trois jours précédant la séance, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers, projets de contrats ou de marchés, uniquement au siège administratif de la communauté de

communes et aux heures ouvrables suivant une demande écrite préalablement adressée auprès du Président.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un conseiller communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire sous couvert du Président ou du Vice-président en charge du dossier.

#### **Article 5 : Questions orales**

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la communauté de communes et portant sur des sujets d'intérêt général auxquelles le Président ou le Vice-président compétent, répond directement, à la fin de chaque séance.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers communautaires présents.

Le texte des questions doit être adressé au Président 48 heures au moins avant la tenue d'une séance.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil communautaire spécialement organisée à cet effet.

#### **Article 6 : Questions écrites**

Chaque conseiller communautaire peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté de communes ou l'action intercommunale.

Ces questions devront être transmises au président au plus tard 48 heures avant la séance afin de lui permettre de bénéficier du temps nécessaire pour y répondre.

### **CHAPITRE II : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

#### **Article 7 : Présidence**

Le conseil communautaire est présidé par le Président et, à défaut, par celui qui le remplace.

Le président de séance procède à l'ouverture de la réunion, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

#### **Article 8 : Quorum**

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller communautaire s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si la majorité des membres en exercice est présente malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point d'ordre du jour soumis à délibération, le président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

### **Article 9 : Pouvoirs**

Un conseiller communautaire empêché d'assister à une séance peut donner à un autre conseiller de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Un pouvoir écrit peut être adressé au Président avant la séance du conseil communautaire sous forme matérielle ou par voie dématérialisée et doit être remis au plus tard au président de séance lors de l'appel des conseillers communautaires.

Le pouvoir écrit peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la séance doivent faire connaître au Président leur souhait de se faire représenter.

### **Article 10 : Secrétariat de séance**

Au début de chacune des séances, le conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire et assister le Président.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances, ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président, ne participent pas aux délibérations et sont tenus à l'obligation de réserve.

### **Article 11 : Accès et tenue du public**

Les séances de conseil communautaire sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil communautaire, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Lorsqu'il est décidé que le conseil communautaire se réunir à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

### **Article 12 : Police de l'assemblée**

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire, ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Il lui appartient de faire respecter le présent règlement. Il rappelle à l'ordre les conseillers communautaires ou le public qui s'en écartent.

## CHAPITRE III : DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS

### **Article 13 : Déroulement de séance**

Le Président, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers communautaires, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus ou remis. Il demande au conseil communautaire de désigner le secrétaire de séance.

Il fait approuver les délibérations de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il appelle et aborde ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour. Seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Chaque affaire fait l'objet d'une présentation sommaire par les rapporteurs désignés par le Président. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président lui-même.

### **Article 14 : Débats ordinaires**

La parole est accordée par le Président aux conseillers communautaires qui le demandent. Un conseiller communautaire ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du Président.

Les conseillers communautaires prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un conseiller communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 12.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

### **Article 15 : Débat d'orientations budgétaires**

Le budget de la communauté de communes est proposé par le Président et voté par le conseil communautaire.

Un débat sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la communauté de communes a lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

### **Article 16 : Suspension de séance**

Une suspension de séance demandée par le Président est de droit.

Le Président peut mettre aux voix toute demande formulée par au moins trois conseillers communautaires.

Il fixe la durée des suspensions de séance.

### **Article 17 : Votes**

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le conseil communautaire vote l'une des trois manières suivantes :

- A main levée,
- Au scrutin public par appel nominal,
- Au scrutin secret.

Ordinairement, le conseil communautaire vote à main levée, le résultat étant constaté par le Président, assisté du secrétaire de séance, qui comptent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et le nombre d'abstentions.

#### **Article 18 : Clôture de toute discussion**

Les conseillers communautaires prennent la parole après obtention du Président, dans l'ordre déterminé par ce dernier.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux échanges et débats.

### **CHAPITRE IV : COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS**

#### **Article 19 : Procès-verbaux**

A la suite des séances publiques du conseil communautaire, un procès-verbal est rédigé. Il reprend l'intégralité des débats et le recueil des délibérations dans l'ordre où elles ont été adoptées.

Une fois établi, le procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil communautaire qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est soumis à approbation à la séance qui suit son établissement. Les membres du conseil communautaire peuvent intervenir à cette occasion pour demander une éventuelle rectification.

#### **Article 20 : Comptes rendus**

Dans un délai d'une semaine, conformément aux dispositions de l'article L.2121-25 du CGCT, un compte-rendu est affiché auprès du siège administratif de la communauté de communes et mis en ligne sur le site internet. Il présente une synthèse sommaire des délibérations prises par le conseil communautaire.

Il est adressé par voie dématérialisée aux conseillers communautaires et aux conseillers municipaux des communes membres dans un délai d'un mois suivant la réunion du conseil.

### **CHAPITRE V : FONCTIONNEMENT DU BUREAU**

#### **Article 21 : Rôle du Bureau**

Le bureau assiste le président dans ses fonctions.

Il définit les stratégies publiques, que les vice-présidents appliqueront en lien avec les commissions. Il acte les feuilles de route de la communauté, et met en lumière les transversalités nécessaires aux travaux des commissions.

Les vice-présidents sont responsables devant lui.

Il rend les arbitrages sur les travaux réalisés en commissions, et examine, si nécessaire, les projets de délibérations devant être soumis au vote du Conseil communautaire.

### **Article 22 : Composition**

Le bureau de la communauté est composé du président, des vice-présidents et éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres (article L. 5211-10 du CGCT). Au titre de ces membres invités, sont inclus tous les maires des communes membres.

Comme rappelé à l'article 6 des statuts de la communauté de communes, le nombre de vice-présidents est fixé dans la limite de 30% de l'effectif du conseil de communauté. Il a été fixé à 11 par délibération n° 2020/079 du 7 juillet 2020.

### **Article 23 : Attributions**

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT, le bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire.

Par délibérations n°2020/083 en date du 7 juillet 2020, n°2020/164 du 17 novembre 2020 et n° 2020-178 en date du 15 décembre 2020, les délégations données au bureau sont les suivantes :

#### 1°) Finances :

- solliciter toute subvention et passer les conventions afférentes, ainsi que leurs avenants ;
- renouveler l'adhésion de la Communauté de communes aux associations et leur attribuer les subventions lorsque le montant ne dépasse pas 23 000 € ;
- se prononcer sur l'admission en non-valeur des sommes irrécouvrables ;

#### 2°) Patrimoine/foncier :

- décider, en qualité de bailleur, ou accepter, en qualité de preneur, de conclure des baux relatifs à des biens immobiliers pour une durée supérieur à 12 mois et inférieur ou égale à 12 ans, à titre gracieux ou onéreux ;
- décider la réforme et l'aliénation des biens mobiliers d'un montant supérieur ou égal à 5000 € ;
- D'exercer, au nom de la communauté de communes, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la collectivité en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code ;

#### 3°) Personnel :

- définir les emplois temporaires susceptibles d'être pourvus par du personnel relevant des dispositifs d'insertion ;
- adopter, modifier, résilier toute convention de mise à disposition individuelle d'un agent telle que relevant de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, à vocation régulière.

#### 4°) Administration :

- statuer sur toute demande individuelle d'un administré dont serait saisie les services de la communauté de communes dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

- Octroyer et verser les subventions dans le cadre du Pass-Commerce artisanat

#### **Article 24 : Organisation des réunions**

Le Bureau se réunit minimum 2 fois par mois, et chaque fois que le président le juge utile.

Sauf circonstances particulières, les réunions du Bureau correspondent à :

- 1 réunion par mois sur les sujets **stratégiques** en lien avec les délégations du bureau
- 1 réunion par mois en lien avec les sujets de **gestion courante** qualifiés d'importants à arbitrer
- 1 réunion par trimestre de **revue de projets** associant les directeurs de pôles. Le bureau invite le/la VP et le/la responsable du CIAS afin d'évoquer les sujets en cours.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour de la réunion, est faite par le président.

L'ordre du jour est arrêté par le/la Président·e. Les membres du Bureau peuvent proposer au/à la Président·e d'inscrire à l'ordre du jour toute question relevant des compétences de la Communauté de Communes. Cette demande d'inscription est obligatoire.

L'ordre du jour précise les points inscrits à titre d'information qui ne seront pas débattus oralement (sauf demande expresse d'un membre du bureau) et les points qui ouvriront aux discussions.

Le Bureau peut proposer l'inscription d'un point à l'ordre du jour du Conseil de communauté et peut examiner préalablement les rapports et projets qui lui sont soumis. Ses réunions ne sont pas publiques.

Les membres de l'administration communautaire désignés par le/la Président·e ou les Vice-Président·e·s assistent aux séances du Bureau et peuvent être invités à présenter les dossiers. Afin de faciliter la prise de connaissance des sujets et le débat, ils peuvent établir des fiches projets.

#### **Article 25 : Tenue des réunions**

Les réunions du bureau ne sont pas publiques.

Le président assure la présidence du bureau. Il ouvre et clôture les réunions.

Des personnalités extérieures qualifiées peuvent être invitées à titre consultatif.

Le bureau ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres disposant du droit de vote assiste à la réunion. Tous ses membres peuvent délibérer, à l'exception des maires invités et des personnalités extérieures qualifiées.

Toute réunion du bureau fait l'objet d'un compte-rendu.

### **CHAPITRE V : LA CONFERENCE DES MAIRES**

#### **Article 26 : Rôle et fonctionnement**

La Conférence des Maires réunit autour du Président les Maires des 9 communes membres de Liffré-Cormier Communauté. Le poids politique de cette instance est fort et elle est convoquée lorsqu'une orientation doit être prise sur une question particulièrement stratégique.

Le Président de la Communauté de communes peut réunir la Conférence des maires chaque fois qu'il le juge utile.



La Conférence des maires peut être saisie pour avis par un tiers au moins des conseillers communautaires.

L'ordre du jour est fixé par le/la Président de la Communauté de commune, ou par la demande motivée du tiers des conseillers communautaires lorsqu'elle est saisie par ces derniers.

## CHAPITRE VII : COMMISSIONS DE TRAVAIL

### **Article 27 : Commissions thématiques**

Le conseil communautaire forme, à l'occasion de son installation, des commissions thématiques chargées d'étudier les questions qui relèvent des statuts de la communauté de communes.

En cours de mandat, de nouvelles commissions thématiques peuvent être formées, par le conseil communautaire, sur proposition du Président dès qu'il le juge utile, en référence aux affaires relatives à la communauté de communes en cours.

Par délibération n° 2021-141 du 28 septembre 2021, le conseil communautaire a décidé de créer les 7 commissions intercommunales permanentes suivantes :

- *Commission n° 1 Administration Générale : Finances, Ressources Humaines, Mutualisation, Moyens généraux, services numériques, Communication*
- *Commission n° 2 Services Techniques : Bâtiments, eau, Assainissement, GEMAPI*
- *Commission n° 3 Economie : économie, agriculture, emploi/formation, urbanisme, habitat et PLH, Aménagement ZA et fibre optique (BTHD)*
- *Commission n° 4 Transitions écologiques, mobilités et tourisme : développement territorial durable, Plan alimentaire territorial, Tourisme, Mobilités*
- *Commission n° 5 Culture, Sport, Santé : Sports et santé, Culture*
- *Commission n° 6 Enfance et Jeunesse : Enfance et jeunesses*
- *Commission n° 7 CIAS : Petite enfance, aires d'accueil des gens du voyage, service d'aide à domicile*

Le conseil communautaire peut décider de créer des commissions intercommunales temporaires afin d'examiner des affaires spécifiques.

### **Article 28 : Composition**

En application des dispositions des articles L. 2121-22 et L. 5211-1 du CGCT, la désignation des membres des différentes commissions est effectuée par le conseil communautaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-22 du CGCT, la composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus.

Les commissions sont composées de 12 à 17 membres. Elles accueillent un élu communautaire de chaque commune et entre 3 et 5 élus municipaux. Les commissions sont constituées, sauf démission, au début du mandat. Les élus municipaux peuvent prendre la parole lors de ces réunions mais ne prennent pas part au vote.

Aux termes de l'article L. 5211-40-1 du CGCT, en cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle. Cette délégation n'est pas permanente et ne permet pas de participer aux votes. De

même, les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes.

### **Article 29 : Rôle**

Elles échangent, examinent les affaires en cours, émettent de simples avis ou formulent des propositions auprès du bureau communautaire présentées par le Président ou le Vice-président titulaire de la délégation de fonction correspondante à l'affaire en cours. Elles statuent à la majorité des membres présents.

Elles n'ont aucun pouvoir de décision. Elles émettent de simples avis ou formulent des propositions.

### **Article 30 : Fonctionnement**

En application des dispositions des articles L.2121-22 et L.5211-1 du CGCT, le président est président de droit des commissions. Lors de la première réunion de chaque commission, il est procédé à la désignation d'un vice-président afin que ce dernier puisse convoquer les membres de la commission et présider la réunion en cas d'absence ou d'empêchement du président.

Lors de chaque réunion des commissions, les dossiers à l'ordre du jour sont présentés par un élu (et non par un agent, sauf exception), par ailleurs, un rapporteur est désigné, chargé de retracer les échanges menés au sein de la commission. Ce compte rendu, accompagné de l'ensemble des documents préparatoires, est mis à disposition de l'ensemble des conseillers municipaux sur un site intranet de la communauté de commune, ou adressé par voie dématérialisée.

L'ordre du jour des commissions est organisé selon deux niveaux. Le premier porte sur les sujets que les commissions sont invitées à instruire sous la responsabilité du Vice-Président ou élu délégué et à partir d'une feuille de route ou fiche projet proposée par le Bureau communautaire. Le second porte sur les sujets secondaires, pour lesquels la commission reçoit une simple information qui donne éventuellement lieu à débat.

Les réunions sont réalisées en présentiel ou visioconférence.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les commissions thématiques peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil communautaire.

Les conseillers municipaux des communes membres peuvent être invités à assister aux commissions thématiques. Ils peuvent prendre la parole sur autorisation du président, mais ne prennent pas part aux votes.

### **Article 31 : Les comités consultatifs ou comités de pilotage**

Le pacte de gouvernance prévoit la possibilité de constituer un comité consultatif (ou comité de pilotage) composé d'élus (et/ou d'agents sur invitation) référents sur une thématique étudiée et appelés à travailler en « mode projet » sur un sujet donné encadré par une feuille de route émanant du bureau communautaire.

Le sujet confié au comité peut se rapporter à un projet nouveau ou bien à l'évaluation d'une politique.

Ce comité consultatif est composé d'environ 10 membres désignés par le bureau parmi des volontaires. Les membres peuvent être des élu.e.s communautaires, des élu.e.s communaux et/ou des agents, mais aussi des membres du Conseil de développement.

Dans le cas, où le projet soumis à l'étude du comité consultatif ne concerne qu'une seule commune, il est envisageable que le groupe de travail regroupe exclusivement des élus communautaires et des élus de la commune concernée.

Ce comité est chargé d'approfondir un sujet pour nourrir les débats en commission autour des enjeux qu'il aura identifiés.

## **CHAPITRE VIII : LES CIRCUITS DE DECISION DE LIFFRE-CORMIER COMMUNAUTAUTE**

### **Article 32 : Qualification du niveau d'enjeu de la décision**

Le pacte de gouvernance prévoit deux types de circuits de décision possibles. Une distinction est opérée selon le niveau d'enjeu politiques de la décision à prendre, qualifiés de « forts » ou « courants ».

Plusieurs critères d'appréciation permettent au bureau communautaire de distinguer les sujets à enjeux politiques qualifiés de « forts » et de ceux qualifiés de « courants » :

- impact sur le quotidien des habitants
- impact sur l'environnement
- nombre d'usagers potentiellement concernés
- conséquences financières importantes (investissement, fonctionnement, dépenses, recettes)
- impact pour les communes

### **Article 33 : Circuit de décision pour les sujets à fort enjeu politique**

Dans le cas d'un sujet « FORT », le circuit est organisé de telle sorte qu'il facilite le débat et inclut un nombre plus important de protagonistes dans la réflexion (plusieurs commissions, le conseil de développement, la conférence des maires le cas échéant).

L'impulsion est donnée par le bureau communautaire sous forme d'une feuille de route ou fiche projet confiée au Vice-Président ou élu délégué, ainsi qu'à une commission ou à un comité de pilotage composé de représentants de plusieurs commissions si plusieurs commissions sont directement concernées par le sujet. Cette feuille de route ou fiche projet fixe des objectifs et un calendrier, ainsi que les acteurs attendus dans le processus décisionnel (CODEV, partenaires extérieurs, etc).

Après un travail d'instruction et de consultation impliquant, outre les élus, le conseil de développement et les services, une synthèse des propositions est remise au bureau qui peut procéder à des arbitrages avant passage en conseil communautaire.

### **Article 34 : Circuit de décision pour les autres sujets**

Dans le cas d'un sujet « COURANT » ou secondaire, le circuit de décision est « simple » avec une impulsion du bureau puis prise en charge par une commission thématique et une relecture, si nécessaire, par le bureau avant passage en Conseil communautaire le cas échéant.

## CHAPITRE IX : LE DROIT DES ELUS COMMUNAUTAIRES ET MUNICIPAUX

### **Article 35 : Mise à disposition d'un local**

Les conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Le local mis à disposition ne peut être destiné à une permanence politique ou à accueillir des réunions publiques.

La répartition du temps d'occupation de ce local est déterminée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le Président procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.

### **Article 36 : Bulletin d'informations générales**

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité communautaire dans le bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil communautaire diffusé par la communauté de communes sous quelque forme que ce soit (papier ou site internet).

Il est précisé que cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe.

Les conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité disposent d'un espace dans le journal communautaire et sur le site Internet de la communauté de communes. La fréquence de l'expression des conseillers communautaires de l'opposition sera conforme à celle de la périodicité des supports concernés.

En cas de suppression d'un support de communication, l'expression des élus de l'opposition sera également stoppée.

Les conseillers des groupes minoritaires disposent dans les supports d'information générale, un emplacement équivalent à un quart de page, soit 1 200 caractères (titre, texte, signature), sans photo ni logo.

Chaque article devra être transmis en version numérique à la direction de la communication, au plus tard sept jours ouvrés avant le départ en fabrication de chaque support.

La date de départ en fabrication des supports d'information sera communiquée systématiquement par la direction de la communication aux responsables de groupes.

Le texte, le titre et la signature remis par chaque groupe d'opposition seront mis en forme par la direction de la communication conformément à la charte graphique et au code typographique des supports concernés.

En cas de non-respect du délai de transmission de l'article, la mention « *Texte non parvenu dans les délais impartis* » sera apposée dans l'espace réservé.

Les articles consacrés à la gestion locale ne devront comporter aucune mise en cause personnelle ni être de caractère diffamatoire.

Si l'article transmis contient des propos diffamatoires ou injurieux, le directeur de publication peut demander par écrit, dans un délai de deux jours, une rectification par son auteur avant publication.

Ces échanges doivent intervenir dans le respect des délais de publication mentionnés ci-avant. Si l'auteur persiste, le directeur de publication se réserve le droit de saisir le tribunal compétent. En l'absence de rectification, la mention « *Texte non conforme à la législation en vigueur* » sera apposée dans l'espace réservé.

### **Article 37 : Information des conseillers municipaux**

Les élus municipaux sont destinataires d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette de l'établissement public.

En complément, plusieurs outils de diffusion de l'information sont mis en place :

- Les convocations du Conseil communautaire et de la Conférence des maires sont adressées, pour information, à l'ensemble des conseillers municipaux.
- Les comptes rendus de délibérations font l'objet d'un envoi complet par voie dématérialisée aux conseillers municipaux accompagné d'une info-lettre détaillant de façon synthétique et pédagogique les décisions communautaires.
- Un compte rendu des travaux menés en commission, accompagné des documents préparatoires, est également mis à disposition des conseillers municipaux.

Par ailleurs, les articles L.2121-12 et L.2121-13 du Code général des collectivités territoriales prévoient que :

- Tout membre du conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté qui font l'objet d'une délibération.
- Les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers (y compris documents préparatoires) au siège de la communauté de communes aux jours et heures ouvrables ou sur simple demande aux services qui peuvent les envoyer par mail ou courrier

En outre, le président de Liffré-Cormier Communauté adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

## **CHAPITRE VIII : APPLICATION ET MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

### **Article 38 : Application du règlement intérieur**

Le présent règlement est applicable au conseil communautaire de la Communauté de Communes de Liffré-Cormier Communauté dès sa transmission au contrôle de légalité.

Un nouveau règlement devra être adopté à chaque renouvellement du conseil communautaire dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté reste en vigueur jusqu'à adoption du nouveau règlement.

**Article 39 : Modification du règlement intérieur**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communautaire.

Vu pour être annexé à la délibération,

Le Président,  
Stéphane PIQUET

